Cahier de doléances du Tiers État d'Herly-en-Boulonnois (Pas-de-Calais)

Cahier de plainte, doléances et remontrances.

Nous soussignés, propriétaires, fermiers et habitans de la paroisse d'Herly-en-Boulonnois, tous nés François, âgés de vingt-cinq ans et au-dessus, assemblés à l'auditoire de cette paroisse, après y avoir été convoqués au prône de la messe paroissiale et au son de cloche en la manière accoutumés pour satisfaire aux ordres de Sa Majesté contenus en sa lettre du vingt-quatre janvier dernier et ensemble des réglemens y annexé et de l'ordonnance de M. le Sénéchal du Boulonnois du seize février aussi dernier, avons cejourd'huy proceddé à notre cahier contenant plaintes, doléances et remontrances, en la manière quy suit :

La province du Boulonnois est réputé franche de toute ancienneté.

Le sol du pays est généralement fort médiocre et peu fertile, chargé dans la plus part des paroisse de grand dixme et au par-dessus d'un droit de terrages. Les impôts de toutes espèces qu'on a multipliés successivement dans cette pauvre province luy ont enlevés sa franchise. Nous prendrons la liberté de mettre icy quelqu'un de ces impôts sous les yeux de Sa Majesté.

1. Le quartier d'hiver qu'on impose dans le pays sous le titre de subvention est entièrement supporté par les roturiers. Le Clergé et la Noblesse de toutes classes en sont exemptés.
2. La capitation quy se répartit au bien-vivant ne donne aucune atteinte au Clergé pour les fermes et dixmes qu'ils tiennent par leur mains, et très souvent ce sont les plus beaux bien d'une paroisse.
3. La Noblesse est taxé arbitrairement à cette capitation, mais par un rolle séparé ; jamais on ne fait attention à leur revenu ny à leur bien-vivance.
4. Le Clergé est exempt des vingtièmes et accessoires.
5. La Noblesse estime à bas prix les biens qu'elle occupe par les mains, de sorte qu'il n'y a point de proportion dans la répartitions pour le paiement avec le Tier-État.
6. Si tout ces impôts et charges étoient acquittés sans distinctions d'Ordres et d'état, les pauvres seroient beaucoup déchargés et le Roy percevroit des sommes quy seroient suffisante pour pourvoir amplement au besoin de l'État.
7. Les roturiers de la province se trouvent grièvement accablé d'un droit de franc-fief qui s'est introduit en 1751. Ce droit, qui se perçoit sur le revenu des biens-fief et dix sols de la livre en sus ruine des familles, car il arrive quelques fois que pendant un an ou deux le propriétaire paye par la multiplicités de ce droit la valeur des biens qu'il hérite. S'il étoit possible de faire le calcul des sommes que cet impôt enlève de la province, on le trouveroit immenses. Nous supplions Sa Majesté de supprimer cette charge.
8. Depuis six à sept ans, il s'est introduit dans la province des priseurs-vendeurs. Ces officiers de nouvelle création molestent le public, profitans de l'ignorance des gens de la campagnes, font des exactions continuelle, s'emparent des ventes qu'ils font. Le propriétaire n'est plus le maître de son bien et bien souvent on est obligé de les traduire en justice pour obtenir la restitution des sommes qu'il ont en leur mains ; de plus, pour éviter de tomber dans les mains de ces sortes de sangsues, bien des personnes négligent de faire des inventaires pour régler les droits de leurs héritiers et exposent de ruiner par la suite leur famille par des procès.
9. La chasse, dont les seigneurs abusent souvent en chassant dans les grains avant la récolte, fait un tort considérable aux particuliers ; cette doit leur être interdite jusqu'après la récolte.
10. Il est absolument nécessaire de pourvoir à la destruction de la multitude des lapins que les seigneurs entretiennent et conservent dans leurs bois ; ces animaux ruinent des campagnes entière, de sorte que le

cultivateur se trouve privé du fruits de ses travaux.

11. Les seigneurs de cette province abusent de leur autorité en faisant construire des pigeonniers et tenant grand nombre de pigeons quoy, dans le temps des semailles, vont dans les champs enlever parties des grains semé et continuent jusqu'à la maturité desdits grains ; ce prétendu droit exercé sans réserve doit leur être interdit.

12. Il s'est établi dans cette province depuis environ neuf ans certain règlemens pour le harat, suivant quoi il n'est plus permis aux laboureur de choisir leur étalons pour sauter leur jumens ny même d'en tenir chez eux. On les oblige de se servir de ceux qu'on leur présente ; ces étalons plus souvent mauvais que bon font fort peu de poulain. D'ailleurs les conducteurs de ces étalons, assurés de leur gains, négligent de faire sauter des juments dans le temps qu'elles sont en chaleur, de sorte que les élèves deviennent très rares. La province en soutire un intérêt sensible, se trouvant privé de la meilleur parties de ses revenus. Il seroit facil de remédier à cet abus, en laissant la liberté aux laboureur de choisir les étalons comme ils faisoient ci-devant.

13. La police devroit s'exercer plus exactement à l'égard des glaneur qui, malgré le laboureur, s'atroupent et glanent bien souvent dans son champ avant que son grain en soit enlevés.

14. La chèreté extrême des bois donne lieu de réclamer contre les concessions des biens domaneaux, notamment des forest. Les défrichemens qui s'y sont pratiqués depuis quelqu'année ainsy que les bois des seigneurs particuliers exposent la France à manquer de bois ; il est de toute nécessité de repeupler les places vagues, de prescrire aux gardes d'y veiller soigneusement et de leur deffendre d'y mettre des vaches soit à eux ou à d'autres.

15. Les propriétaires, fermiers et habitans des paroisses sont sujets à l'entretien de l'église et maisons presbitérales. Ces charges doivent être supportés par les décimateurs ; c'est aussi à eux d'assigner un revenus suffisant aux pauvres curés et aux vicaires.

16. Il seroit fort avantageux d'abolir la vénalités des charges de judicature. Sy elles étoient transmise aux plus anciens avocats et choisi, les procédures abrégeroient avec moins de frais, lé procès seroient jugés avec plus de connoissance dé droits. Il résulteroit aussi un avantage de la réunion des juridictions pour les attribuer au Siège royal.

17. Les fermiers font revivre depuis quelqu'année un impôt bien jennant au public. Sy nous avons un poulain à conduire à une foire ou marchez dans l'intérieur de la province, il nous faut un permis du Bureau ; si nous ne vendons pas, il nous faut un acquit-à-caution pour sortir de foire, de sorte que si nous voulons y retourner le lendemain on nous oblige à la même servitude. Cy-devant on se contentoit d'un certificat du syndic ou d'un homme de loix ; les fermiers ont rejette cette conduite parce que il ne leur en revenoit rien.

Touttes personnes qui font comerce de marchandises, de quelque espèce que ce soit, éprouvent les mêmes difficultés ; ce seroit un grand bien sy les Bureaux étoient recullés aux extrémités du royaume.

18. Si le Roy trouvoit à propos de supprimer le droit d'échange, les propriétaires et possédant fond auroient la faculté de rapprocher et de réunir leurs héritages.

19. Il ne paroît pas judicieux que les chemins de traverse soient faite au dépens des paroisses ; tous ces chemins doivent être fait ainsy que les grand'routes aux dépens de l'octroi, de sorte que les laboureurs soient moins fatigués par les corvés et ne soient point obligés d'abandonner la culture de leur terres.

Nous supplions très humblement notre bon Roy Louis seize de jetter sur nous un œil de miséricorde, et, fidels sujets, nous promettons de faire nos derniers efforts pour contribuer au bien de l'État et conserver l'honneur et la gloire de la Couronne. Nous prions Dieu pour la conservation de la sacré personne du Roy, nous adressons nos vœux au ciel pour la conservation et prospérité de Monsieur de Necker, ce digne et fidel ministre.

Fait à Herly, le six mars mil sept cens quatre-vingt-neuf.